Communiqué de presse commun
Lundi 2 novembre 2026

Les associations familiales vent debout contre le PLFSS 2027

Ensemble, autour de l'Unaf, la Confédération nationale des Associations Familiales Catholiques (CNAFC), les Associations familiales protestantes (AFP), le Conseil National des Associations Familiales Laïques (CNAFAL), la Confédération Syndicale des Familles (CSF), Familles de France, Familles Rurales et l'Union des Familles Laïques (UFAL) réagissent avec inquiétude et déception au projet de Loi de financement de la sécurité sociale pour 2027.

Notre constat est commun : ce projet fait payer aux familles des économies budgétaires qu'elles ne peuvent plus supporter. Alors que 63 % des familles se déclarent financièrement contraintes et que 73 % des jeunes parents estiment ne pas disposer des ressources nécessaires pour envisager un enfant supplémentaire, le PLFSS 2027 prévoit de nouvelles mesures qui entravent directement la politique familiale.

Entre de nouvelles mesures d'économie aux dépens des familles, un appauvrissement de la branche famille par de nouvelles charges et la soustraction de recettes, ce sont plus de 5 milliards d'euros dont vont être privées les familles avec charge d'enfants. Cette logique est d'autant plus incompréhensible que la France traverse une crise économique et démographique profonde. Affaiblir aujourd'hui le soutien aux familles, c'est fragiliser le financement de notre protection sociale et remettre en cause le pacte social français selon lequel « chacun contribue à la mesure de ses moyens, et bénéficie en fonction de ses besoins ».

Nous ne pouvons accepter que l'effort collectif nécessaire au financement de la santé et de la dépendance se traduise par le détournement massif des ressources destinées aux familles. La politique familiale n'est ni une réserve financière, ni une dépense accessoire mais un investissement pour l'avenir de notre pays. Elle soutient les parents, protège les enfants, accompagne la natalité et assure l'avenir de notre protection sociale.

Il appartient au Sénat et au Gouvernement de revenir sur ces choix et de préserver pleinement les moyens de la branche Famille. Faire des économies sur les familles aujourd'hui, c'est présenter à la Nation une facture beaucoup plus lourde demain.

Contacts presse :

- **Unaf - Laure Mondet - lmondet@unaf.fr - 01 49 95 36 05**
- **CNAFC - Benoît Hautier - b.hautier@afc-france.org - 07 66 42 72 33**
- **Familles de France - Gabrielle Parisot - g.parisot@familles-de-france.org – 06 87 45 49 36**
- **Familles Rurales - Niki Vouzas - niki.Vouzas@famillesrurales.org - 06 49 49 75 17**